

«L'Algérie n'est pas à l'abri de la crise mondiale»



Auteur de nombreux ouvrages sur l'économie mondiale, Omar Aktouf, PhD. Professeur titulaire management HEC, à l'Université de Montréal, a bien voulu répondre à des questions d'actualité nationale et internationale, à savoir l'économie algérienne dans le contexte mondial.

L'Expression: Vous êtes l'un des experts internationaux qui ont prévu, depuis des années, une crise financière américaine. De nos jours, les USA traversent une crise financière sans précédent, qu'en est-il des causes de cette situation?

On a vu plus haut que la véritable santé de toute économie passe effectivement d'abord, bien plus par l'élargissement-valorisation du salariat que par le constant enrichissement des plus riches (comme dans le modèle US). Mais effectivement aussi, cela ne peut se faire dans n'importe quelles conditions. Encore une fois, j'invoquerai le cas chinois:

production-consommation nationale autocentrée, contrôle des «marchés» des imports-exports, des changes, des produits et services, des investissements extérieurs, de la valeur de la monnaie nationale... Une économie est un tout intimement inter-relié dans toutes ses composantes, sur le long terme et la constance... et non une juxtaposition de mesures improvisées au gré des conjonctures, des intérêts particuliers, des pressions de la rue...

Donc, en Algérie, hausser les salaires pour les hausser ne rimerait à rien en soi! Il faudrait un train de mesures simultanées ou presque, dont, pour l'essentiel et par priorité (mais pour cela il nous faudrait un véritable «Etat»), des mesures drastiques anti-corruption et anti-évasions fiscales (voir ce qu'a fait, même avec tous les bémols qu'on voudra, un Poutine en Russie).

Prendre des anti-fortunes démesurées, anti-anti-salaires-revenus (patronaux...) tout aussi démesurés, assurer l'Etat donc, d'un minimum de récupération de la richesse nationale «hyper-concentrée» à l'interne, des mesures de redistribution de cette richesse sous forme alors, de hausses de salaires pour en un premier temps, garantir un minimum de vie digne aux citoyens puis des mesures de contrôle des prix, un programme d'insertion sociale, de revenus de citoyenneté, des investissements massifs d'urgence (avec revenus des hydrocarbures) notamment dans l'agriculture, l'éducation et les infrastructures. Car nos dirigeants (et leurs soutiens occidentaux) doivent finir par comprendre qu'on ne peut indéfiniment et impunément fouler les peuples aux pieds.

Le nôtre est plus que dramatiquement privé de presque tout au profit d'intérêts extérieurs et d'une classe dominante insatiable. Cela ne peut durer... sauf à accélérer la venue sur notre sol d'un «Printemps arabe» qui risque fort de n'être que de violents ouragans aussi sanglants que dévastateurs.

L'EXPRESSION